

Accumulation et crises*

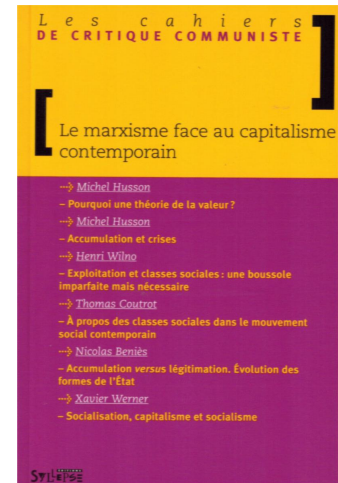
Michel Husson, 2004

La théorie marxiste de l'accumulation et de la reproduction du capital propose un cadre d'analyse de la trajectoire du mode de production capitaliste. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter régulièrement sur des contradictions (qu'il a jusqu'ici réussi à surmonter). Son histoire lui a fait parcourir différentes phases qui le rapprochent d'une crise systémique, mettant en cause son principe central de fonctionnement, sans qu'il soit pour autant possible d'en déduire l'inéluctabilité de son effondrement final.

Commençons par une apologie paradoxale : le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital (« la Loi et les prophètes » disait Marx), qui bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes et ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence : chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit presque automatiquement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps : il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empocher réellement ce profit, à le « réaliser » pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas absolument impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elle soient durablement satisfaites. La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de



* dans : *Le marxisme face au capitalisme contemporain*, Cahiers de critique communiste, Syllepse, 2004.

suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes « sections » de l'économie : celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale de déséquilibre est la lutte de classes : chaque capitaliste à tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés risquent de faire défaut. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation des salariés défailante.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajectoire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Il s'agit de « petites crises » dont le système sort de manière automatique : la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

La théorie des ondes longues

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développées par Ernest Mandel¹ conduit au repérage résumé dans le tableau suivant.

Tableau 1. La succession des ondes longues

	phase expansive	phase récessive
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1920-1919/45
4ème onde longue	1940/45-1967/73	1968/73- ?
	les « Trente Glorieuses »	« la Crise »

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production². L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif ». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà

¹ Voir Ernest Mandel, [Long waves of capitalist development](#), deuxième édition révisée, Verso, 1995.

² Nicolas D. Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, Economica, 1992.

pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le déroulé des ondes longues a évidemment quelque chose à voir avec le taux de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Voilà pourquoi la succession des phases n'est en rien donnée à l'avance. Périodiquement, le capitalisme doit ainsi redéfinir les modalités de son fonctionnement et mettre en place un « ordre productif », qui réponde de manière cohérente à un certain nombre de questions quant à l'accumulation et à la reproduction. Il faut en particulier combiner quatre éléments³ :

- un mode d'accumulation du capital qui règle les modalités de la concurrence entre capitaux et du rapport capital-travail ;
- un type de forces productives matérielles ;
- un mode de régulation sociale : droit du travail, protection sociale, etc. ;
- le type de division internationale du travail.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme résument les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d'un nouvel ordre productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contre-tendances. L'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces « grandes crises », l'option est ouverte : soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral). C'est dans ce cadre que l'on doit examiner la trajectoire du capitalisme contemporain.

³ pour une présentation plus détaillée, voir Christian Barsoc, [Les rouages du capitalisme](#), 1994.

Pas de solutions technologiques aux contradictions du capitalisme

La productivité du travail mesure le volume de biens et de services produit par heure de travail et constitue donc une bonne approximation du degré de développement des forces productives ; elle joue donc un rôle décisif dans la dynamique du capitalisme. Certes, l'analyse marxiste classique décompose le taux de profit en deux éléments : le taux d'exploitation et la composition organique du capital ; mais ces deux grandeurs dépendent à leur tour de la productivité du travail. Le taux d'exploitation dépend de l'évolution du salaire, et l'efficacité du capital de celle du capital par tête, rapportées dans l'un et autre cas à la productivité du travail. De manière synthétique, on peut dire que le taux de profit va monter ou baisser selon que l'augmentation du salaire réel est ou n'est pas compensée par l'amélioration de la « productivité globale des facteurs », définie comme une moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital.

C'est paradoxalement chez les partisans de la « nouvelle économie » que l'on assiste à une résurgence d'un marxisme vulgaire, selon lequel la technique décide de tout. Puisqu'il y a des nouvelles technologies, il doit donc y avoir aussi plus de productivité, plus de croissance et plus d'emplois. C'est sur ce raisonnement simpliste qu'a été construite la théorie du « capitalisme patrimonial » avancée par Michel Aglietta⁴. Son hypothèse fondamentale était que la « net économie » allait procurer au capitalisme une source renouvelée de productivité permettant de stabiliser le taux de profit à un niveau élevé tout en redistribuant une partie du produit, non plus sous forme de salaire mais de rémunérations financières. C'est donc dans la plus belle tradition d'un marxisme kominternien que les nouvelles technologies étaient invoquées comme la source automatique de nouveaux profits et même d'un nouveau modèle social.

Personne ne songerait évidemment à nier l'ampleur intrinsèque des innovations dans le domaine de l'information et de la communication, mais ce sont les autres maillons du raisonnement qui font problème. Un prix Nobel, Robert Solow, a même donné son nom à un paradoxe qui consistait justement à remarquer que l'informatisation ne donnait pas lieu aux gains de productivité attendus. Apparemment, le récent cycle de croissance aux Etats-Unis a mis fin à ce paradoxe, puisque l'on a enregistré un bond en avant des gains de productivité. Ce serait la base sur laquelle pourrait s'amorcer une nouvelle phase de croissance longue. Mais ce pronostic se heurte à trois incertitudes. La première porte sur la durabilité du phénomène aux Etats-Unis mêmes : s'agit-il d'un cycle *high tech*, limité dans le temps ? La diffusion des gains de productivité peut-elle gagner l'ensemble des secteurs ? Le second doute, encore plus fort, concerne l'extension possible de ce modèle au reste du monde, dans la mesure où il repose sur la capacité particulière des Etats-Unis à drainer les capitaux en provenance du monde, en contrepartie d'un déficit commercial qui se creuse chaque année. Enfin, et surtout on doit s'interroger sur la légitimité du modèle social, inégalitaire et régressif, associé à ces transformations du capitalisme.

Ces interrogations peuvent être éclairées par un autre constat : le retournement de la « nouvelle économie » provient, très classiquement, d'une baisse du taux de profit. C'est pourquoi un économiste qui a pourtant peu de choses à voir avec le marxisme a pu affirmer : « Marx is back »⁵. Le surcroît de productivité a en effet été chèrement payé par un surinvestissement finalement coûteux, qui a conduit à une augmentation de la composition organique du capital, tandis que le taux d'exploitation finissait par baisser.

⁴ voir notamment Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

⁵ Patrick Artus, [Karl Marx is back](#), CDC Flash n°4, janvier 2002.

Gains de productivité et intensification du travail

Il est une autre manière de questionner le lien entre innovations technologiques et gains de productivité, en montrant que ces derniers résultent de méthodes très classiques d'intensification du travail. Les transformations induites par Internet, pour prendre cet exemple, n'ont qu'un rôle accessoire dans la genèse des gains de productivité. La commande en ligne fait gagner au mieux une journée par rapport au remplissage d'un formulaire ou à la consultation d'un catalogue, pour une réactivité qui est rarement supérieure. Ce qui se passe ensuite dépend essentiellement de la chaîne d'assemblage et de la capacité à mettre en œuvre une fabrication modulaire, et la viabilité de l'ensemble repose au bout du compte sur la qualité des circuits d'approvisionnement physiques. A partir du moment où elles ne sont pas elles-mêmes transmissibles par Internet, les marchandises commandées doivent bien circuler en sens inverse. L'essentiel des gains de productivité ne découle donc pas du recours à Internet en tant que tel, mais de la capacité à faire travailler les salariés avec des horaires ultra-flexibles (sur la journée, sur la semaine ou sur l'année, en fonction du type de produit) et à intensifier et fluidifier les réseaux d'approvisionnement, avec une prime aux livraisons individuelles et au transport routier.

Bien des analyses du capitalisme contemporain adoptent ainsi une représentation idéologique de la technique, qui vient constamment faire obstacle à une étude raisonnée de ce qui est vraiment nouveau. Cette idéologie est d'autant plus puissante qu'elle prend appui sur la fascination exercée par des technologies effectivement prodigieuses. Mais, du coup, elle biaise toutes les interprétations dans le sens d'une sous-estimation systématique du rôle des processus de travail. Que ce soit délibéré ou non, le résultat est atteint lorsque les enjeux sociaux des nouvelles technologies sont repoussés dans les coulisses, au rang des vieilles questions sans intérêt. On fabrique ainsi une représentation du monde, où les travailleurs du virtuel deviennent l'archétype du salarié du XXI^{ème} siècle, alors que la mise en œuvre par le capital de ces nouvelles technologies fabrique au moins autant d'emplois peu qualifiés que de postes d'informaticiens. Malgré tous les discours grandiloquents sur les *stock options* et l'association de ces nouveaux héros du travail intellectuel à la propriété du capital, les rapports de classe fondamentaux sont toujours des rapports de domination. La dévalorisation permanente du statut des professions intellectuelles, la déqualification ininterrompue des métiers de la connaissance, tendent à reproduire le statut de prolétaire, et s'opposent ainsi totalement à des schémas naïfs de montée universelle des qualifications et d'émergence d'un nouveau type de travailleur.

Certes, on peut faire confiance aux nouveaux entrepreneurs pour réduire au minimum leurs dépenses et pour chercher à imposer leurs revendications extravagantes en matière d'organisation du travail. Pourtant il aurait dû sembler évident que bien des projets ne pouvaient accéder à la rentabilité. C'est ce que les multiples faillites de *start-ups* prometteuses sont venues démontrer. Ce sont des arguments très classiques de rentabilité qui ont rattrapé la « nouvelle économie » et décidé de la viabilité de ces entreprises. Le recours aux nouvelles technologies n'était donc pas en soi une garantie, ni un moyen magique d'échapper aux contraintes de la loi de la valeur.

La reproduction difficile

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, mais aussi de débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent

correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était *a priori* contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande. Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité.

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter. Cette modification structurelle de la demande sociale est à nos yeux l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité - en tant qu'indicateur de profits anticipés - a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud.

Dans ces conditions, la distribution de revenus ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité - inférieure ou moins rapidement croissante - vient peser sur les conditions générales de la rentabilité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché adéquat à la structure de l'offre et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente alors, jusqu'à un certain point, une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlisement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance, et de satisfaction, de ces besoins. Mais cela veut dire sans doute aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique.

Notre interprétation du « paradoxe de Solow » suggère qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l'insuffisance de l'accumulation représente un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l'imbrication croissante entre l'industrie et les services au cœur même de l'appareil productif contribue à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajoute un facteur spécifique d'inadéquation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

Si la technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant « l'Age d'or » des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension en profondeur. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l'économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent des Etats-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pourrait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. C'est pourquoi, la période ouverte par le dernier retournement conjoncturel est placée sous le signe d'une montée des tensions entre les pôles dominants de l'économie mondiale et d'une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, le fordisme a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de croissance durable ? On peut rassembler les éléments de réponse déjà proposés en énonçant de manière synthétique les ingrédients d'une phase expansive : un niveau suffisamment élevé du taux de profit et la

reprise de l'accumulation comme conditions immédiates ; un environnement relativement stable, notamment du point de vue de la structuration de l'économie mondiale, assurant les conditions de maintien du taux de profit à ce niveau élevé. Ce premier ensemble de conditions définit un schéma de reproduction établissant qui achète ce qui est produit. Il faut y ajouter des exigences de légitimité sociale qui définit un « ordre productif » et garantit la reproduction générale du modèle.

Depuis la contre-révolution néo-libérale, les débats oscillent entre deux conceptions. Certains insistent sur la cohérence de ce projet, d'autres sur ses imperfections et notamment l'instabilité financière. Périodiquement, on annonce la mise en place d'un nouveau modèle. Le taux de profit a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Les nouvelles technologies sont là. N'est-on pas entré dans un nouvel ordre productif ?

La spécificité absolument inédite de la phase actuelle est précisément que le rétablissement du taux de profit n'a pas permis de « relever » aucune des autres courbes du capitalisme. Le taux d'accumulation, le taux de croissance du PIB et celui de la productivité du travail sont tous à la baisse alors que le taux de profit grimpe. Certes, la phase plus récente de la « nouvelle économie » a en partie comblé l'écart aux Etats-Unis, où on a pu constater un redressement des trois courbes : accumulation, croissance et productivité. Mais c'est, comme on l'a vu, un rétablissement très limité dans le temps et encore plus dans l'espace. Bref, malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale. L'anticapitalisme peut alors renaître sur la base du manque de légitimité du modèle.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste initiale et présente bien des points communs quant aux questions posées et à son principe général : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation, un ordre productif ou une période historique. L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la « deuxième génération » placés sous le signe de l'harmonie spontanée, et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique naturelle de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il suffirait de l'encourager à choisir le bon⁶.

On a déjà signalé que cette approche se distingue également d'une interprétation marxiste trop monocausale faisant du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital. Mais il faut surtout faire un sort aux approches qui donnent une place disproportionnée à la technologie. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques, sans que cette mise en relation puisse se ramener à une vision néo-

⁶ pour une critique de l'école de la régulation, voir Michel Husson, « [L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ?](#) », in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001.

schumpeterienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent à n'en pas douter un nouveau « paradigme technico-économique » - pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage⁷ - mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de prendre ses distances avec un certain scientisme marxiste que les avocats du capitalisme le reprennent à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

La théorie des ondes longues débouche donc sur une critique radicale du capitalisme. Si celui-ci a autant de mal à jeter les bases d'un ordre productif relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. Sa prospérité repose dorénavant sur la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le réguler, doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale.

Face à ce capitalisme qui ressemble de plus en plus à son concept, l'aspiration à un peu de régulation est légitime. Mais il faut se garder d'une double erreur d'appréciation. Il faut d'abord ne pas confondre le besoin de re-régulation avec l'illusion de la régulation qui consiste à penser que ce système est rationnel et se laissera donc convaincre par un argumentaire bien construit. Une variante de cette illusion serait de se fixer la tâche impossible de séparer le bon grain de l'ivraie et de procurer une nouvelle raison d'être au capitalisme en le débarrassant de l'emprise de la finance. Ensuite, il faut admettre que la critique du capitalisme actuel ne peut se faire au nom d'un « fordisme » mythifié auquel il s'agirait de le ramener. Il n'est bien sûr pas interdit de s'appuyer sur les acquis sociaux et la légitimité dont ils jouissent, mais c'est parfaitement insuffisant.

Le dépassement de ces deux obstacles dessine une stratégie dont les intentions sont assez claires : la résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une nouvelle légitimité, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité, qui remettent en cause le cœur de la logique capitaliste. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale.

⁷ Christopher Freeman et Francisco Louçã, [*As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*](#), Oxford University Press, 2002.